

Baromètre CIRANO 2017 sur la perception des risques au Québec

Résumé exécutif

Les résultats de l'enquête Baromètre CIRANO 2017 effectuée auprès d'un échantillon de 1008 répondants représentatif de la population du Québec sur leur perception à l'égard de différents enjeux de société montrent le souhait de la population que l'on prenne davantage en compte ses opinions et que l'on augmente sa participation non seulement à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques au Québec mais aussi à la prise de décision à propos d'enjeux ou de projets publics ou privés comportant des risques ou des nuisances.

L'analyse des données de cette enquête, couplées à celles des éditions du Baromètre des années précédentes (2011 et 2013), permet de mieux connaître les préoccupations et la perception des risques des Québécois ainsi que leur évolution au cours des cinq dernières années. En outre, pour chaque répondant, une dizaine de données sociodémographiques (âge, sexe, langue, scolarité, revenu, région d'habitation, etc.) ont été renseignées, ce qui fait du Baromètre un outil unique pour identifier les déterminants de l'acceptabilité sociale de 44 enjeux classés en 7 grandes catégories d'enjeux de société pour le Québec : les enjeux de santé, les enjeux environnementaux, les enjeux socio-économiques, les enjeux industriels, les enjeux des innovations technologiques, les enjeux des infrastructures et des projets publics et les enjeux de sécurité.

Les risques liés au système de santé : première source de préoccupations des Québécois tant au niveau personnel que collectif

Les résultats montrent que 35 % des Québécois sont préoccupés au niveau collectif par le système de santé et que 44 % le sont au niveau personnel, ce qui fait du système de santé la première source de préoccupation des Québécois. Que ce soit en 2011, en 2013 ou en 2016, les catégories de risques les plus préoccupantes au niveau personnel sont exactement les mêmes : 1) les risques liés au système de santé, 2) les risques économiques et financiers et 3) les risques environnementaux et les risques liés aux ressources énergétiques.

Au niveau collectif, les risques liés aux infrastructures de transport et les risques liés au système de santé font systématiquement partie des trois catégories de risques les plus préoccupantes que ce soit en 2011, en 2013 ou en 2016.

L'engorgement dans les urgences et la corruption : les deux enjeux perçus comme les plus risqués par la population du Québec

L'étude montre que les deux enjeux perçus comme les plus risqués sur les 44 à l'étude sont l'engorgement des urgences dans les hôpitaux (77 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand) et la corruption (73 %). L'engorgement des urgences fait partie du *Top 3* des projets/enjeux perçus comme les plus à risque par les Québécois depuis 2011.

Cinq enjeux socio-économiques se retrouvent dans le *Top 10* des enjeux perçus comme les plus à risque pour le Québec : le vieillissement de la population, l'endettement des ménages, la hausse du coût de la vie / la hausse des taux d'intérêt, les revenus de retraite et la solvabilité des régimes de retraite et finalement le prix de l'énergie.

Le risque de tremblement de terre sous-évalué au Québec

Bien que le risque de séisme soit bien réel au Québec, seulement 8 % des Québécois perçoivent un risque grand ou très grand pour les tremblements de terre, ce qui le classe dernier en termes de risque perçu parmi les 44 enjeux à l'étude. En sous-estimant le risque, les Québécois voient moins le besoin d'être bien préparés et sont donc plus vulnérables.

Une confiance appréciable des Québécois dans le gouvernement pour la gestion des risques naturels (inondations, tremblements de terre, canicule) et pour les infrastructures

La gestion par le gouvernement des enjeux liés aux risques naturels jouit d'une confiance relativement grande de la population. En revanche, les enjeux touchant la pollution et les changements climatiques sont plutôt perçus comme étant des enjeux risqués et avec une confiance dans le gouvernement plutôt faible.

Autant les enjeux d'infrastructures (surtout l'état des infrastructures de transport) se retrouvaient en tête du classement en termes de niveau de risque perçu, autant ces enjeux se retrouvent plutôt en milieu de tableau parmi les 44 enjeux à l'étude en ce qui concerne le niveau de confiance dans le gouvernement. En outre, tant pour les infrastructures de transport (routes, ponts et viaducs) que pour les infrastructures souterraines (aqueducs et égouts), le niveau de risque perçu a diminué au cours des cinq dernières années, et le niveau de confiance dans le gouvernement s'est nettement amélioré.

Très peu de différence depuis cinq ans en ce qui a trait aux projets/enjeux pour lesquels les Québécois accordent la moins grande confiance au gouvernement pour sa gestion : l'engorgement des urgences, l'exploration pour du gaz de schiste et la corruption

Les trois enjeux/projets pour lesquels la confiance dans la gestion par le gouvernement est la plus faible sont : la corruption, l'engorgement des urgences et l'exploration pour du gaz de schiste. Ces enjeux sont d'ailleurs dans le *Top 3* depuis cinq ans, sauf la corruption qui n'était pas à l'étude en 2011 et qui n'apparaît dans le *Top 3* qu'à partir de 2013.

Les enjeux liés au pétrole et au gaz se retrouvent également dans les projets pour lesquels les Québécois ont le moins confiance dans le gouvernement pour sa gestion. : 62 % n'ont pas du tout ou plutôt pas confiance au gouvernement pour la gestion de l'exploration pour du gaz de schiste, et 55 %, pour l'exploration pour du pétrole.

La vaccination et l'utilisation d'objets connectés à Internet perçues comme les deux enjeux/projets les plus bénéfiques pour le Québec

Les projets perçus comme étant les plus bénéfiques pour le Québec touchent des domaines très variés : la santé (58 % considèrent que la vaccination est plutôt ou très bénéfique), l'utilisation des ressources naturelles (43 % estiment bénéfique la construction d'un parc éolien, et 34 %, l'exploitation des mines) et finalement l'utilisation des nouvelles technologies (46 % des Québécois sont d'avis que l'utilisation des objets connectés à Internet est bénéfique pour le Québec).

Une acceptabilité sociale souvent faible, voire très faible de certains enjeux/projets au Québec

Pour la moitié des 17 enjeux/projets pour lesquels on peut mesurer le niveau d'acceptabilité sociale, les Québécois sont en moyenne opposés. Les trois enjeux/projets perçus comme les moins socialement acceptables, que ce soit en 2013 ou en 2016, sont : les centrales nucléaires, la consommation d'aliments contenant des OGM et l'utilisation des produits chimiques par les industries.

L'acceptabilité sociale est très fortement influencée par le niveau de risque perçu, le niveau de bénéfice perçu et aussi la confiance dans le gouvernement. Le niveau de réglementation perçu semble avoir aussi une influence sur l'acceptabilité sociale : par exemple, plus les Québécois considèrent un mode de transport de matières dangereuses comme suffisamment réglementé, plus le niveau d'acceptabilité pour le TMD augmente.

Enfin, la consultation de la population par le gouvernement devrait systématiquement être intégrée au processus de gestion des grands projets ou des décisions publiques.

D'ailleurs, 83 % des Québécois souhaitent que des citoyens soient consultés par le gouvernement dans la gestion des grands projets ou de toutes décisions publiques. La population veut donc voir s'établir une nouvelle relation entre elle et le gouvernement.

Une information fiable, objective et crédible : une condition essentielle à la qualité de la participation citoyenne

La contribution du public sera d'autant plus pertinente s'il a une bonne connaissance et compréhension des enjeux à propos desquels il est consulté. **Toutefois** 68 % des Québécois ne savent pas où se renseigner pour obtenir de l'information sur les enjeux/projets qui comportent des risques, et 53 % ne connaissent pas le BAPE. Par ailleurs, 45 % des Québécois qui ne connaissent pas le niveau de risque de certains enjeux estiment qu'il y a « trop peu d'information disponible », et 37 % évoquent une « complexité de l'information disponible ». Dans ce contexte, il sera alors important de porter un regard novateur sur les moyens mis en place pour permettre à la population d'acquérir des compétences solides et variées.

À propos du Baromètre CIRANO

Depuis 2011, le Baromètre CIRANO compile les résultats d'enquêtes développées par le CIRANO et administrées par Léger auprès d'un échantillon d'environ 1000 répondants représentatif de la population du Québec. L'analyse des données de ces enquêtes permet de mieux connaître les préoccupations et la perception des risques des Québécois pour les grands enjeux de société du Québec (la santé, l'environnement, l'économie, les industries, les innovations technologiques, les infrastructures et la sécurité). Il s'agit d'un outil unique pour identifier les déterminants de l'acceptabilité sociale des grands enjeux de société. Le Baromètre CIRANO 2017 est publié aux Presses internationales de Polytechnique (www.presses-polytechnique.ca)

À propos du CIRANO

Le Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) est un centre de recherche, de liaison et de transfert, auquel participent huit universités québécoises, une douzaine d'entreprises publiques et privées et une dizaine d'institutions canadiennes, américaines et européennes. Il regroupe plus de 200 professeurs-chercheurs, reconnus internationalement, œuvrant dans les domaines suivants : les politiques publiques, le risque, la finance, le développement durable et les stratégies internationales. La mission du CIRANO consiste à contribuer à l'avancement des connaissances ainsi qu'à la diffusion et au transfert des savoirs aux décideurs publics, aux praticiens, aux gestionnaires de projets de même qu'au grand public. (www.cirano.qc.ca)

Les auteures



Nathalie de Marcellis-Warin : Docteure en Science de gestion de l'École Normale Supérieure de Cachan (France), Nathalie de Marcellis-Warin est professeure titulaire à Polytechnique Montréal et Présidente-directrice générale du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Elle est Visiting Scientist au Harvard Center for Risk Analysis, Department of Environmental Health à la Harvard T. Chan School of Public Health. Ses intérêts de recherche portent sur la gestion des risques et la théorie de la décision dans différents contextes de risque et d'incertitude ainsi que les politiques publiques mises en place.



Ingrid Peignier : Ingénieure de l'École des Mines d'Alès (France) et titulaire d'une maîtrise (M.Sc.A.) en génie industriel de Polytechnique Montréal, Ingrid Peignier est directrice de projets dans le groupe Risque au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO) depuis 2001. Ses domaines d'expertise touchent principalement l'identification, l'évaluation, la gestion et la communication des risques dans différents domaines tels que le transport des matières dangereuses et les bris d'infrastructures souterraines.